

Questions orales

Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre des Transports. La ministre des Transports, qui fait partie de ce gouvernement depuis quatre ans, vient de se donner en spectacle. Elle vient tout juste de se lever pour dire à la Chambre que son ministère s'est enfin attaqué au problème de l'aéroport Pearson vendredi dernier.

Une voix: La question.

M. Tobin: L'aéroport international Pearson n'est pas efficace; il est une source de frustration pour les passagers et il est dangereux.

Mis à part ces vagues promesses, que compte faire le gouvernement pour embaucher et former de nouveaux contrôleurs et pour accroître la sécurité du trafic aérien, afin que les voyageurs canadiens puissent être assurés que la circulation aérienne au Canada sera sûre pendant la période des fêtes et au cours des prochains mois?

L'hon. Shirley Martin (ministre d'État (Transports)): Monsieur le Président, comme je l'ai dit en répondant à d'autres questions plus tôt aujourd'hui, des mesures ont été prises pour garantir la sécurité et une plus grande efficacité dans le trafic aérien à l'aéroport de Toronto. Une partie du problème auquel nous faisons face à cause des pénuries remonte à l'époque du rapport du vérificateur général, sous le gouvernement précédent, qui disait que nous avions . . .

Mme Copps: Vous avez eu quatre ans.

Mme Martin: Quatre ans de déréglementation. La réforme de la réglementation a entraîné une croissance du trafic aérien à l'aéroport Pearson International, mais nous avons pris la situation en main. Nous aurons plus de contrôleurs aériens l'an prochain. Nous avons suffisamment de personnel pour la période des Fêtes. La sécurité a toujours été et continuera d'être notre première préoccupation à l'aéroport international Pearson.

LES MESURES GOUVERNEMENTALES

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe-Baie-Verte): Monsieur le Président, comme le ministre allait le dire avant de se raviser, dans son rapport de 1984, le vérificateur général a affirmé qu'il n'y avait pas suffisamment de contrôleurs aériens au Canada. Au moment de la déréglementation il y a quatre ans, le Comité permanent des transports de la Chambre des communes avait dit qu'il nous fallait d'abord embaucher davantage de contrôleurs aériens. Or, en 1984, le gouvernement actuel en a mis à pied.

La situation actuelle est dangereuse. Elle n'est pas seulement frustrante, elle est dangereuse. Il serait temps que le ministre des Transports cesse de tourner autour du pot et qu'il dise aux Canadiens et aux députés quelles

mesures le gouvernement a prises au sujet des transports aériens pour réparer le mal que ses quatre ans d'inaction ont fait.

L'hon. Shirley Martin (ministre d'État (Transports)): Monsieur le Président, des mesures ont été prises pour s'assurer que les mouvements d'avions se feront en toute sécurité à l'aéroport Pearson pendant la période des Fêtes de façon que les voyageurs puissent rentrer chez eux.

Il y aura des réunions à Toronto en janvier avec toutes les parties concernées. Pour ce qui est des projets à moyen et à long terme au sujet de l'aéroport Pearson, la sécurité est la grande priorité et continuera d'être la question primordiale pour le gouvernement en matière de trafic aérien.

* * *

LES PÊCHES

LES CONTINGENTS DE PÊCHE ÉTABLIS PAR LA CEE POUR L'ATLANTIQUE-NORD

M. George Baker (Gander—Grand Falls): Monsieur le Président, la CEE a unilatéralement établi hier ses contingents de pêche pour 1989 sur la côte est du Canada, contingents qui sont douze fois plus élevés que ceux autorisés par l'Organisation des pêcheries du nord de l'Atlantique. Un porte-parole du gouvernement a déclaré ce matin qu'il n'y avait pas suffisamment de poisson dans tout l'Atlantique-Nord pour satisfaire à ces contingents de la CEE.

Le gouvernement se rend-il compte que 84 000 des 160 000 tonnes de morue qui entrent dans ces contingents de la CEE proviendront de la tête des Grands Bancs qui, comme vous le savez, monsieur le Président, est visée par un moratoire ayant pour but de refaire les stocks pour que nos pêcheurs côtiers aient de quoi vivre et qu'il y ait des emplois dans nos conserveries?

Qu'est-ce que le gouvernement entend faire pour empêcher cette destruction de nos ressources par d'autres pays?

• (1450)

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, nous sommes heureux d'apprendre que le député peut faire la différence entre la tête et la queue des Grands Bancs.

Des voix: Oh, oh!

M. Siddon: Le député soulève une question très grave. Depuis deux ans, les ministres provinciaux et moi-même y travaillons et nous avons obtenu certains résultats.